

LOUIS BERTIN AMOUGOU
 Université de Dschang, Cameroun

Médias du pouvoir et pouvoir des médias chez quelques écrivains africains

Les médias sont censés occuper une position de médiation entre le monde politique, lieu d'une parole décisionnelle, la société civile, lieu d'élaboration de l'opinion publique et le monde des experts, espace d'une parole savante. Ils interpellent l'univers politique et jouent vis-à-vis de celui-ci un rôle de contre-pouvoir autant qu'ils simplifient la parole savante pour la rendre accessible à la majorité. En Afrique subsaharienne, cette fonction de médiation est gravement hypothéquée par une structuration singulière de la scène médiatique qui dresse dans un dangereux face à face médias inféodés au pouvoir politique et médias opposés. Alors que les premiers servent les desseins les plus inavouables du pouvoir politique, les autres sont, si l'on en croit plusieurs écrivains africains, de véritables bêtes noires du même pouvoir qui n'a point de cesse de leur faire ravalier leur plume. Le parti pris évident de certains médias internationaux dans la relation des crises politiques qui secouent le continent n'est pas de nature à arranger les choses outre mesure. Cette guerre des tranchées entre médias du pouvoir, médias libres ou indépendants et médias internationaux et la capacité de manipulation des uns et des autres sont narrativisées par plus d'un écrivain. Les lignes qui suivent tentent d'analyser la configuration du secteur de l'information telle que perçue par les hommes de lettres et ses conséquences sur la construction d'une société de libertés en Afrique.

1. Médias publics : cache-sexe des dictatures post-coloniales

L'histoire politique de l'Afrique subsaharienne depuis les indépendances fait apparaître clairement la détermination jamais démentie depuis lors des gouvernements de contrôler et d'instrumentaliser les médias du service public. Cette obsession résulte de la conscience du pouvoir réel de ces médias, notamment la radio et la presse écrite, sur une opinion publique en quête de formation et d'information. Mais elle trahit surtout des mœurs politiques autoritaristes qui perdurent en dépit du vent de démocratisation qui a soufflé sur le continent au début des années 90.

La main basse du pouvoir politique sur ce qui passe ailleurs pour être le quatrième pouvoir a pu être (et l'est encore) d'autant plus dommageable que, dans les pays francophones, seuls les médias publics étaient autorisés à la différence des pays anglophones tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Ghana, le Kenya, le Libéria ou la Sierra Léone. Les fondements de cette inféodation des médias à leurs tuteurs politiques sont parfois surprenants.

Dans *En attendant le vote des bêtes sauvages*, l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma met en scène une relation tout à fait insolite entre un journaliste, Macléديو, et deux présidents dictateurs. Cette relation a pour socle la mentalité magico-religieuse ambiante dont la manifestation en l'occurrence est la croyance traditionnelle au *nõrõ* :

« Le nõrõ détermine et explique le devenir et la prédestination de chacun d'entre nous. L'homme porteur d'un funeste nõrõ est un malchanceux (...) En revanche, tout réussit

au titulaire d'un heureux nōrō (...) Le porteur du funeste nōrō se débattrait en vain dans sa deveine tant qu'il ne rencontrera pas le détenteur du nōrō contraire, le nōrō neutralisateur. »¹

Maclédo est, croit-il, de ceux qui sont nés avec un nōrō funeste. Lorsqu'il répond à l'appel de Nkoutigui Fondio², le président dictateur de la République des Monts, il croit avoir reconnu en lui son « *homme de destin* ». C'est que les superstitions traditionnelles ici accréditent l'idée selon laquelle « *la rencontre, la vie avec le bénéficiaire du nōrō opposé annihilent la damnation (...) Les porteurs des funestes nōrō qui attrapent leur homme de destin deviennent immédiatement des bienheureux*³ ».

Aussitôt nommé directeur général adjoint de Radio-Capitale, Maclédo jure « *fidélité jusqu'au sacrifice suprême*⁴ » à son nouveau maître. A la demande de ce dernier, il se sépare de son épouse au profit d'une maîtresse du despot avant de se convertir à l'Islam, la religion de son mentor. Il devient ainsi un proche, un familier, un parent de Nkoutigui qui le propulse « *responsable de l'idéologie à la radio*⁵ ».

En partageant avec Nkoutigui, le guide suprême, la même femme, très souvent le même toit, le même repas et la même religion, Maclédo figure parfaitement l'univers médiatique public des pays africains à l'époque des partis uniques. Nkoutigui Fondio, puis le général dictateur Koyaga⁶ de la République du Golfe qu'il servira par la suite sans état d'âme (passant ainsi du socialisme africain au capitalisme dur) sont quant à eux des métaphores de la classe des dirigeants africains de la première heure. Le soutien univoque des médias publics aux gouvernements trouve ainsi son explication dans le concubinage malsain du pouvoir politique avec la radio et la presse gouvernementales. Bingo, le narrateur du roman de Kourouma convoque une métaphore judicieuse pour décrire cet état de choses :

« Maclédo est devenu votre pou à vous, Koyaga, perpétuellement collé à vous. Il reste votre caleçon oeuvrant partout où vous êtes pour cacher vos parties honteuses. Cacher votre honte et votre déshonneur ».⁷

Tout compte fait, Maclédo apparaît comme l'allégorie de l'inféodation inconditionnelle, à la limite de l'irrationnel, des médias du service public au pouvoir politique qui les instrumentalise contre d'exorbitants privilèges financiers et matériels. Entre les mains des pères de la nation et autres guides éclairés, ces

¹ Ahmadou Kourouma, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Paris, Seuil, Coll Points, 1998, p.126.

² Vraisemblablement Sékou Touré, l'homme du non au président français De Gaulle qui a présidé aux destinées de la Guinée de l'indépendance obtenue le 02 octobre 1958 à sa mort le 24 mars 1984. Les tentatives d'assassinat et de renversement téléguidés par la cellule africaine de l'Elysée l'ont peu à peu jeté dans une paranoïa grandissante et il a fait régner sur le pays une dictature sanguinaire.

³ Ahmadou Kourouma, *op. cit.*, p. 1264.

⁴ *Ibid.*, p. 165.

⁵ *Ibid.*, p. 166.

⁶ Gnassingbe Eyadéma de l'aveu même de l'auteur. Après 38 ans d'un règne sans partage à la tête du Togo, le père des coups d'état militaires en Afrique noire s'est éteint le 5 février 2002 en laissant un pays exsangue.

⁷ Ahmadou Kourouma, *op. cit.*, p. 123.

médias ont, au fil du temps, bâti leur renommée méritée de dangereux outils de manipulation politique. Ils ont non seulement travaillé à la déification de vulgaires dictateurs⁸ en véhiculant à temps et à contre temps l'idéologie officielle ou ce qui en tenait lieu, ils ont aussi excellé dans la transformation auprès de l'opinion, de purs mensonges en vérités politiques. Dans l'univers fictionnel de Kourouma, il ne se passait pas de semestre sans complot dont certains étaient montés de toutes pièces par le dictateur de la République des Monts pour se débarrasser de ses opposants politiques. La tâche de Maclélio consistant, avec l'éloquence et la rhétorique de rigueur, « à inventer les mots, le mensonge, le cynisme, et l'éloquence qui apportaient des débuts de justification rationnelle à des actes qui n'en avaient pas⁹ ». En République des Monts comme ailleurs où la situation était identique, « ce qu'il imaginait de toutes pièces devenait, pour la police, la justice, le parti et la presse internationale des faits (...) Les victimes, sous les instruments de torture, répétaient les récits de Maclélio, les agrémentaient de multiples détails et finissaient par les rendre vraisemblables, logiques, incontestables¹⁰ ».

Située dans le contexte de la mouvance démocratique, *L'Histoire du fou* de Mongo Beti peut être lue comme le récit de la descente aux enfers d'un vieillard victime d'une cabale soutenue et médiatisée par la télévision, la radio et la presse écrite toutes contrôlées par le gouvernement. Dans une atmosphère délétère de succession de coups d'état réels ou fictifs similaire à celle du roman de Kourouma, le vieux zoatéleu est accusé d'avoir inspiré un complot politique. Une allégation farfelue à laquelle les médias d'état se chargent de donner du crédit. Ce n'était pas seulement un homme doté de pouvoirs diaboliques, rapportaient-ils, mais un être d'une intelligence redoutable qui n'avait rien négligé pour s'élever du dénuement d'un paysan rustre au luxe ostentatoire. Ses meubles de luxe et ses comptes bancaires supposés sont amplement décrits. Une véritable histoire de fou cyniquement étayée par ceux que Mongo Beti appelle dédaigneusement « les plumitifs des nouveaux dirigeants¹¹ ».

En somme, l'instrumentalisation à des fins de propagande politique des médias gouvernementaux fonctionne à plein régime aussi bien avant les revendications des peuples africains pour plus de liberté et de démocratie qu'après. Pour assurer avec le maximum de réussite le rôle à eux attribué par le gouvernement, les médias, on vient de le voir, recourent aussi bien « aux ressorts de la manipulation cognitive, qui enferme le public dans des raisonnements non fondés ou truqués, que la manipulation des affects (...) ou la répétition, pour faire passer des messages inacceptables par ailleurs¹² ». Aux dégâts dévastateurs que cette situation inflige au corps social se sont greffées, depuis deux décennies, des dérives liées quant à elle à la libéralisation de l'espace médiatique.

⁸ Dans le film *Mobutu Roi du Zaïre* de Thierry Michel (1999), Dominique Sakombi, ministre de l'information de Mobutu pendant 22 ans, raconte comment il a fait de Mobutu un Dieu en concevant, pour la télévision nationale, des images de propagande du président sortant des nuages avant chaque édition du journal. Par ailleurs la nature de sa relation au dictateur zaïrois est tout à fait similaire au récit frictionnel de Maclélio.

⁹ Ahmadou Kourouma, *op. cit.*, p. 156.

¹⁰ *Ibid.*, p. 156.

¹¹ *L'histoire du fou*, Paris, Julliard, 1994, p. 71.

¹² Philippe Breton, *La Parole manipulée*, Paris, éditions de la Découverte, 1997, p. 16.

2. Libéralisation et médias de la haine

La libéralisation, corrélative des changements politiques intervenus au début des années 90 après le discours de la Baule¹³ « *a éveillé des espoirs d'amélioration ; les médias au cours des décennies précédentes étaient devenus surtout des porteurs d'illusions, manipulés par les gouvernements qui s'en étaient assurés, presque partout, le monopole* »¹⁴. En ouvrant l'espace médiatique aux entreprises de presse, aux radios et aux télévisions privées en même temps que la télévision par câble et, dans une moindre mesure, internet faisaient leur entrée dans les foyers, la libéralisation a suscité l'espoir que la concurrence ainsi instaurée garantirait une information sinon objective, du moins non partisane, plurielle et honnête. Espoir vite déçu dans plus d'un cas. En effet, si les médias publics ont radicalisé leur soutien actif aux anciens partis uniques toujours au pouvoir contre les nouvelles forces politiques, certains médias privés se sont empressés de leur emboîter le pas pour des raisons d'opportunisme politique ou économique quand il ne s'agissait pas d'affinités bassement tribales.

Le génocide des tutsis et le massacre des hutus modérés rwandais en 1994 constituent la dérive la plus tragique des médias de la haine issus de la libéralisation. Créée en 1993, La Radio Télévision des Mille Collines (RTL), la seule radio privée au Rwanda précédant le génocide, a rapidement été surnommée « Radio-Télé-la-Mort » ou « Radio machettes ». Elle a servi d'organe de propagande essentiel aux hommes du « *hutu power* » qui ont diffusé, par son biais, des messages incitatifs à la haine.

Du drame rwandais est né le projet « *Rwanda 1994 : Ecrire par devoir de mémoire* ». Le tchadien Djedanoun, révolté par le silence coupable des élites intellectuelles africaines face au génocide a proposé aux écrivains et aux artistes qui le souhaitaient une résidence d'écriture. Des œuvres qui sont nées de ce projet, une, *Murambi*. Le livre des ossements du sénégalais Boubacar Boris Diop, adopte « *une attitude agressive (...) à l'égard des médias et des anciennes puissances coloniales dans leur rapport au génocide rwandais* »¹⁵. L'auteur stigmatise la RTL comme lieu de construction et de relais d'un discours manipulateur criminel qui conduit au génocide à travers le récit suivant du tutsi Serumundo quelque temps après l'accident d'avion mortel du président Habyarimana

*« Je venais de me rendre compte que c'était comme si notre maison nous faisait brusquement peur. Je suis entré. Les volets de nos voisins étaient hermétiquement clos. Ils écoutaient cette Radio des Mille Collines qui lance depuis plusieurs mois des appels au meurtre complètement insensés. C'était nouveau, cela. Jusqu'ici, ils avaient suivi ces stupides émissions en cachette. »*¹⁶

¹³ Novembre 1989, le nom de Berlin est tombé mettant ainsi fin à des décennies de guerre froide et créant du même coup à travers le monde des mouvements d'espérance. Dans cette euphorie collective, le président français d'abord a prononcé un discours symbolique lors du sommet France-Afrique le 20 juin 1990. Présentant que le vent de liberté qui a soufflé à l'Est allait inévitablement descendre en direction du Sud, il s'est empressé d'encourager ses homologues africains à prendre le chemin de la démocratisation de leur pays.

¹⁴ André-Jean Tudesq, « Les médias en Afrique subsaharienne : L'espoir et l'illusion », art. inédit, cf. <http://www.Grer.fr> du 16/07/2006.

¹⁵ Boniface Mongo-Mboussa, « Sens et puissance de la littérature » in Véronique Bonnet, *Conflits de mémoire*, Paris, Karthala, 2004 (sous la direction de) p. 204

¹⁶ Boubacar Boris Diop, *Murambi, Le livre des ossements*, Paris, Stock, 2000, pp. 20-21.

Radio Machettes ne se contente pas de manipuler les civils, les milices armées et les militaires en constituent la principale cible. Jessica Rakamanzi décrit ainsi l'atmosphère générale dans laquelle la radio incite, à mots à peine couverts, les tutsis à l'épuration ethnique :

« Il y a dans la ville une excitation à la fois joyeuse et grave. Des groupes d'interhamwe (...) circulaient en chantant. Debout dans leurs chars, les militaires et les gendarmes ont l'œil sur tout. Chacun a un transistor collé à l'oreille. La radio dit : « Mes amis, ils ont osé tuer notre bon président Habryarimana. L'heure de vérité est arrivée ! » Puis il y a de la musique et des jeux. L'animateur demande à ses auditeurs : à quoi reconnaît-on un Inyenzi ? Les auditeurs téléphonent. Certaines réponses sont franchement marrantes : alors on se marre. Chacun y va de sa description. L'animateur redevient sérieux, presque sévère : « Amusez-vous bien, mes amis, mais n'oubliez pas le travail qui vous attend. »¹⁷

Le bilan de cette prescription macabre est comme : un million de morts sur le carreau.

De graves manquements similaires à l'éthique en Côte d'Ivoire depuis l'embrasement du pays consécutivement à la tentative du coup d'état du 19 septembre 2002 n'ont pas échappé au sociologue belge Benoît Scheur. Dans son film documentaire *Côte d'Ivoire. Poudrière identitaire*¹⁸, il retrace l'origine, la dynamique et les dramatiques conséquences du concept d'ivoirité qui a mis le pays à feu et à sang. Il scrute surtout le rôle des médias de la haine acquis aux partis politiques de divers bords qui ont diffusé massivement une rhétorique meurtrière en révélant les mots-clés autour duquel s'est articulée cette mécanique de l'épuration¹⁹.

Pluralité des médias n'a donc pas toujours nécessairement rimé avec pluralité d'opinions et diversité de l'information. L'ouverture de l'espace médiatique dans plus d'un cas a constitué un réel danger pour la stabilité des états et la démocratisation balbutiante dans la mesure où certains médias privés, à l'image des médias d'état se sont constitués en puissants producteurs d'images déformantes et de désinformation systématique au profit d'imposteurs de tous bords assoiffés de pouvoir politique. Ce faisant, ils ont contribué à annihiler davantage la nécessaire frontière entre médias et forces politiques. D'autres, par contre, ont servi de moyens d'expression essentiels à des agents impliqués dans la déconstruction des systèmes politiques en vigueur.

3. Médias et démocratie

L'interdépendance entre médias et démocratie n'est plus à démontrer. Alors que certains médias, publics et privés, se sont mis au service d'intérêts politiques occultes, de nombreux médias indépendants (au moins du financement public) ont choisi, à leurs risques et périls, d'occuper le terrain qui aurait dû être celui des nouveaux partis politiques très tôt affaiblis par des querelles intestines quand ils n'étaient pas de simples émanations de l'ancien parti unique. Ils se sont ainsi institués non seulement en précurseurs des mouvements de remise en cause du

¹⁷ *Ibid.*, p. 41.

¹⁸ 2001.

¹⁹ Le chapitre V du programme du gouvernement de réconciliation qui figure en annexe des textes des accords dits de Linas-Marcousis signés entre le gouvernement ivoirien et les forces rebelles à l'issue de la table ronde organisée en France du 15 au 23 Janvier 2003 condamne explicitement « les incitations à la zénophobie » propagées par les médias.

système politique fondé sur la relation étroite entre chef d'Etat, parti unique, armée et radio qui prévalait, mais aussi en véritables contre-pouvoirs en l'absence de toutes les institutions qui garantissent le fonctionnement démocratique d'un état. La montée en puissance de ces médias d'un nouveau genre notamment en Afrique francophone à côté des médias publics souffrant d'une grave crise de légitimité pour leur soutien aveugle à des dirigeants pour la plupart honnis répond à un besoin populaire longtemps réprimé : celui d'une information complète et objective, sans censure ni tabou. Sur le ton acerbe qu'on lui connaît, Mongo Beti raconte l'action révolutionnaire de cette presse privée :

Et d'avoir enfin dévoilé le mal africain trop longtemps dissimulé aux nations du monde n'est pas le moindre mérite des hommes et des femmes (...) qui, au départ si frustrés, si timorés, si démunis de tout, qui pourtant créèrent de toutes pièces ce que les idéologues (...) ne tardèrent pas à nommer (...) processus de démocratisation.²⁰

Après le déclenchement du processus, ils l'accompagnent en formant une opinion publique qu'ils guérissent de ses peurs en la rendant à même de questionner le système et de demander des comptes aux dirigeants. Les gouvernements, ébranlés dans leurs fondements, prennent conscience de la menace qu'ils représentent en proposant à un public demandeur une information crédible, en s'attaquant sans crainte à des colossaux intérêts économiques.

Le vent dit de l'Est a sans aucun doute introduit en Afrique francophone un phénomène qui prévalait dans l'Afrique anglophone depuis les indépendances. Ben Okri et André Brink illustrent la capacité des médias privés à œuvrer pour la formation politique des individus dans les contextes spécifiques du Nigeria et de l'Afrique du Sud raciste. Un petit garçon nommé Azaro raconte, dans *La Route de la faim*, l'éveil de sa conscience politique par rapport à son environnement immédiat à travers l'œuvre d'un photographe. Voici la lecture qu'il fait des photographies prises par Jérémie lors de son retour à la maison après une fugue mystérieuse :

« En regardant les photos de près, je m'aperçus que nous avions l'air étrange (...) Papa avait un air barré (...) Maman avait les deux yeux effacés, les enfants ressemblaient à des écureuils et j'avais l'air d'un lapin. Le tout donnait l'impression d'une fête de réfugiés. Nous avions l'air étriés et affamés et nous arborions des sourires figés. Notre chambre paraissait construite avec des rebuts et tous ensemble, nous avions l'air d'un peuple qui n'a jamais connu le bonheur. »²¹

Plus tard, lorsque d'autres photographies de Jérémie auront fait le tour du monde en médiatisant la révolte des laisser-pour-compte contre le parti des riches amis des pauvres venu leur distribuer du lait avarié à l'occasion d'une campagne électorale, Azaro dira avec fierté :

« Pour la première fois de notre vie, nous étions mentionnés dans les journaux. Nous étions les héros de notre propre drame (...) de notre propre protestation (...) On nous voyait nous déchaîner, attaquer la camionnette, manifester avec violence contre les méthodes malhonnêtes des politiciens (...) Nous étions stupéfaits à l'idée qu'une chose que nous n'avions pas absolument préméditée, que nous avions réalisée dans un si petit coin du globe, put acquérir autant d'importance. »²²

²⁰ *L'Histoire du fou, op. cit.*, p.17.

²¹ Paris, Julliard, 1994, p. 122.

²² Ben Okri, *La Route de la faim, op. cit.*, p. 206.

Quant à *Une Saison blanche et sèche*, il s'agit du récit de l'enquête de Ben du Toit, un afrikaner bon teint, sur les conditions réelles de la mort de Gardon Ngubene, son ami noir, dans les cellules de la police. Parmi les adjuvants qui lui confèrent le vouloir-faire et le savoir-faire pour s'engager, au prix de sa vie, contre le système politique de l'Apartheid, il y a Mélanie, une journaliste indépendante. Le jour de leur première rencontre à la sortie du tribunal après le verdict qui fait de Gordon Ngubene un terroriste, Ben pressent déjà qu' « *en de tels moments, une vie peut se décider à prendre un autre cours* ».²³

La vie de Ben du Toit va effectivement prendre un autre cours lorsqu'il aura été convaincu par Mélanie de la nécessité d'entreprendre quelque chose par lui-même, plutôt que de s'en remettre à la justice (qui dit le droit et non justice), afin de mettre un terme à l'iniquité du système mis en place par « *ses frères* ». C'est elle qui le libère de ses inhibitions et qui l'aide à surmonter les périodes de dépression qu'il subit : perquisitions policières ; menaces de mort, arrestations et meurtres de ses amis, tensions permanentes avec sa famille, surveillance policière qui lui donne l'impression de vivre dans un aquarium, téléphone sur table d'écoute, appels anonymes, pneus du véhicule lacérés, coups de feu tirés dans sa salle de séjour, lettres piégées pour cet homme désormais considéré comme un traître à sa race. C'est en grande partie grâce à elle que Ben de toit peut enfin clamer :

« *Je suis Ben du Toit, je suis ici. Personne d'autre que moi, ici, aujourd'hui. Il existe bien quelque chose que personne d'autre que moi ne peut faire : non pas parce que c'est important ou efficace, mais parce qu'il n'y a que moi pour le faire. Je dois le faire parce que je suis Ben du Toit. Parce que personne d'autre au monde ne s'appelle Ben du Toit.* »²⁴

Une fois cette résolution prise, Ben ne reculera plus devant aucun danger pour blanchir le nom de gardon en dévoilant le caractère odieux du système de l'apartheid.

Sous la poussée des revendications démocratiques, il s'est opéré en Afrique francophone, en plus de la multiplication des titres indépendants, une mutation fondamentale : une liberté de ton jugée impertinent par les politiques égratignés. Une impertinence salvatrice qui a rapidement irradié l'ensemble de l'opinion publique. Pour Mongo Beti, « *le mal était fait, l'insolence n'était plus l'apanage des journaux clandestins, elle avait contaminé l'homme ordinaire* »²⁵. Cette liberté de ton dans le traitement de l'actualité politique s'imposait d'autant plus que la presse aborde désormais les sujets naguère tabous :

« *Il y eut Debout l'Afrique, le premier à paraître, dont la faveur donna lieu à des émeutes, tant chacun désirait l'avoir entre les mains ; il y eut Liberté, Liberté (...) qui fut le premier à évoquer publiquement la fortune amassée à l'étranger (...) particulièrement par le chef de l'Etat. Il y eut Afrique-libération, le premier à paraître à date fixe (...) Il y eut l'Indépendant, défenseur des thèses outrancièrement nationalistes (...) qui fut le premier à dévoiler crûment, preuves à l'appui, les liens d'affairisme unissant au chef de l'Etat le fils aîné du président de l'ancienne métropole. Il y eut l'Avenir, le premier à donner régulièrement la parole aux chômeurs, aux faillis, aux écoliers, aux marchands à la sauvette, aux prostituées (...) Il y eut Le Provocateur (...) possesseur d'un... dessinateur de génie, bientôt spécialisé dans les caricatures du chef de l'Etat.* »²⁶

²³ Paris, Stock, 1984, p. 154.

²⁴ Ibid, p. 201.

²⁵ *Trop de soleil tue l'amour*, op. cit., p. 105.

²⁶ Ibid., pp. 96-97.

La même ardeur combative des hommes de la plume se retrouve dans *Trop de soleil tue l'amour*, incarnée par Zamakwé, journaliste au bien-nommé Aujourd'hui la démocratie, qui mène une enquête retentissante sur « *le sujet explosif* » de l'exploitation forestière : « *un véritable crime écologique assimilable à un crime contre l'humanité*²⁷ ». Une exploitation sauvage du continent qui révèle des connexions mafieuses entre gouvernements prédateurs et criminels français et africains et qui explique, en partie, le parti pris de certains médias internationaux dans la politique africaine.

4. Le parti pris des médias internationaux

L'hybridation stérile des médias et du pouvoir politique s'étend parfois aux rapports des médias internationaux, notamment français, avec les dictatures africaines soutenues par l'ancienne métropole. Certains d'entre eux apparaissent ainsi aux yeux des écrivains comme de redoutables manipulateurs manipulés eux-mêmes par les gouvernements français successifs dans l'optique de sauvegarder leurs intérêts économiques et de maintenir au pouvoir leurs hommes de main souvent mis à mal par des révoltes populaires. Pour ce faire, ils se démènent « *dans les coulisses, à inspirer des articles de presse remplis de plus nobles références, commander à la hâte des ouvrages aussi savants qu'il est imaginable, financer à grands frais des reportages télévisés à la gloire de (leurs) protégés.* »²⁸

Stephen Smith est l'un des journalistes français passé maître dans l'art de la désinformation en matière d'affaires africaines dans les colonnes de Libération et du Monde, au point de devenir, aux yeux d'Hubert Védrine (ancien ministre français des affaires étrangères, 1997-2002), le meilleur spécialiste français de l'Afrique. Et c'est le génocide rwandais qui marque un tournant dans sa triste carrière de désinformateur de service de la francAfrique alors qu'il est journaliste à Libération. Les écrits de Smith avant cette année fatidique véhiculent un discours plutôt critique sur les réseaux franco-africains. En 1992, il a publié avec Antoine Glaser *Ces messieurs Afrique*²⁹, un ouvrage qui croquait les portraits des principaux acteurs de la face cachée de la coopération franco-africaine. En 1994, l'année du sommet franco-africain de Biarritz, Smith publie, de manière inattendue, *L'Afrique sans les africains*³⁰ qui inaugure sa nouvelle carrière de désinformateur. Une carrière qui atteint son apothéose avec *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt-elle en 2003*³¹.

En réplique à ce dernier ouvrage, Boubacar Boris Diop, Odile Tobner et François-Xavier Verschave commettent en 2005 *Nérophobie* aux Editions Arènes. Dans la troisième partie de ce réquisitoire intitulée « *Dix ans de désinformation* », Verschave montre que Stephen Smith est

²⁷ *Ibid.*, p. 140.

²⁸ Mongo Beti, *L'Histoire du fou*, *op. cit.*, p. 187.

²⁹ Paris, Calmann-Lévy. *Ces Messieurs Afrique* décrit la face cachée des relations franco-africaines à travers un ensemble de portraits des hommes influents allant de Jean-Pierre Prouteau le patron à Jean-Christophe Mitterand, le conseiller, en passant par Vincent Bolloré l'industriel, Martin Bouygues le maçon, André Tarallo le pétrolier, Paul Barril le gendarme, Jacques Vergés l'avocat, Hervé Bouygues le communicateur, Jeanny Lorgeaux le député et Serge Varsano le négociant.

³⁰ Paris, Stock.

³¹ Paris, Calmann-Lévy.

*« un journaliste très spécial : pas seulement un journaliste d'opinion, qui mène un certain nombre de combats idéologiques ou de propagande, le plus souvent conformes aux intérêts d'une certaine Françafrique, mais l'instrument d'une désinformation peu compatible avec la déontologie journalistique. Une désinformation très souvent subtile, déguisée par une rhétorique sophistiquée, mais parfois brutale, affirmant clairement le contraire des faits. »*³²

Sa mission : étouffer le scandale de la complicité française dans le génocide rwandais en détournant constamment les accusations sur d'autres que la France. Voici, à titre indicatif, une illustration. Alors que la journaliste belge Colette Braeckman publiait dans *Le Soir* de Bruxelles les éléments de son enquête qui désignaient non seulement les extrémistes hutus inquiets des concessions récentes d'Habyarimana, mais aussi deux « assistants » français qui auraient tiré deux missiles contre l'avion du président, des révélations qui provoquèrent aussitôt le courroux du gouvernement français, Stephen Smith sortait une grande « enquête » dans *libération* du 29 juillet 1994 dans laquelle il affirmait que *« l'enquête sur place (...) fait ressortir, en l'absence de toutes preuves matérielles (...) que le Front patriotique rwandais, le mouvement représentant les tutsis minoritaires du Rwanda, ait pu commettre l'acte entraînant le génocide de ses partisans. »*³³

En fait d'enquête, il s'agit surtout d'escamoter la vérité en multipliant les leurres, de démontrer que *« le FPR aurait pu vouloir et commettre cet attentat contre son principal adversaire, et qu'il s'y est peut-être préparé (...) ce qui ne veut pas dire qu'il l'a fait. Et en tout cas, ce n'est pas cet acte de guerre qui a entraîné le génocide mais le fait qu'il était fin prêt côté hutu power, n'attendant qu'une occasion ou un signal »*³⁴. Par ailleurs la piste des deux français tireurs de missiles est imputée par Smith à la CIA, un vrai carnage médiatique entre barbouzeries occidentales rivales !

Au total, Verschave met à nu, avec la rigueur qui a été la sienne, la propagande en « *miroir* » à laquelle s'est attelé Smith sur une décennie de désinformation par la disqualification systématique des investigations déplaisantes à la France, la couverture des élections frauduleuses en Afrique et le maintien des liens privilégiés avec les dictateurs africains. Un sévère réquisitoire auquel répond en écho celui de Mongo Beti dans les deux romans évoqués plus haut. Les journalistes indépendants sont les premières victimes de cette collusion d'intérêts entre l'univers des médias, celui de la politique et le monde de l'économie.

5. Journalistes dans la tourmente

Contrairement à leurs collègues du secteur public qui jouissent d'immenses privilèges de la part des pouvoirs publics, les journalistes indépendants travaillent généralement dans un environnement caractérisé par une précarité et une insécurité telles qu'ils doivent faire montre d'une passion suicidaire pour exercer. Comme le signale Christian Valantin :

« Les difficultés économiques aiguës que connaît (...) le continent africain affectent aussi bien évidemment ses entreprises de presse qui travaillent souvent dans la précarité

³² P. 104.

³³ Boubacar Boris Diop et Al, *Nérophobie*, op. cit., p. 116.

³⁴ *Ibid.*, pp. 116-117.

extrême et l'incertitude du lendemain : on manque d'ordinateurs, de télécopieurs, voire de téléphones. Le personnel, mal rémunéré, est polyvalent ; la diffusion peut être aléatoire du fait du réseau de transports peu performants et la pauvreté des populations limite le nombre de consommateurs solvables. Du coup, peu d'organes de presse résistent dans la durée, et la parution des journaux est souvent irrégulière. »³⁵

Si ces difficultés économiques engendrent une série d'effets pervers et de pratiques douteuses altérant considérablement le contenu même de l'information donnée par des journalistes vulnérables et corruptibles, elles trahissent davantage la détermination des pouvoirs publics à mettre à genou les médias récalcitrants. En effet, ils ne se contentent pas d'organiser artificiellement l'axphysie économique de ceux des médias qui ne leur sont pas acquis (à travers des subventions inexistantes ou insignifiantes ou la forte taxation des intrants pour s'en tenir à ces deux exemples), ils mettent aussi en branle les moyens les plus pervers pour les faire taire. L'exil de Mélanie qualifiée par les défenseurs de la forteresse de l'Apartheid de petite libérale prête à écarter les jambes à chaque nouvelle idée et le martyr du photographe de Ben Okri montrent jusqu'où pouvait aller l'acharnement contre toute tentative de lever un coin de voile sur leurs pratiques. Pour avoir osé médiatiser les révoltes de ceux qu'Okri appelle « *les innocents* », Jérémie subit des représailles de toutes sortes qui l'obligent à entrer dans la clandestinité. La scène qui suit illustre le sort réservé à plus d'un homme de médias sur le continent depuis les indépendances. Au cours d'une échauffourée qui oppose les nervis du parti à la population, on entend les premiers crier :

- « - Tuons le photographe !
- Arrachons-lui ses photos !
- Achevons-le !
- Arrachons-lui les yeux (...)
- Massacrons le photographe
- Abandonnons son corps dans la rue
- Que les oiseaux le dévorent
- Pour s'être moqué de notre parti
- De notre pouvoir !
- De notre chef. »³⁶

Au même moment la population solidaire du photographe crie « *Résistez ! Lutte pour votre liberté !* »³⁷.

Sous les régimes politiques dits démocratiques, la répression contre les médias privés est devenue plus subtile, mais plus machiavélique et ses effets encore plus dévastateurs pour la construction d'une société de liberté et de droit. Zamakwé est l'objet de toutes sortes de persécutions de la part du pouvoir à partir du moment où il commence à dénoncer « *les spoliations foncières subies par les communautés villageoises au bénéfice des grands du régime ou de firmes étrangères d'exploitation forestière que le gouvernement protégeait moyennant rétribution.* »³⁸

Le stratagème est bien huilé. Tout commence par une tentative de séduction doublée de corruption du journaliste par la police :

³⁵ *La Francophonie dans le monde, 2004-2005*, Paris, Larousse, 2005, p. 208.

³⁶ Ben Okri, *La Route de la faim*, op. cit., p. 236.

³⁷ *Ibid.*, p.236.

³⁸ Mongo Beti, *Trop de soleil tue l'amour*, op. cit., p. 24.

« *Pauvre fou, il suffirait que tu nous rejoignes et tu seras un autre homme. Tu aurais l'argent, des maisons, des voitures, des femmes en veux-tu en voilà ; et toi, instruit de surcroît, qu'est-ce que tu as à faire avec ces crève-la-faim ? Est-ce que c'est un métier, journaliste de la presse privée ? Combien tu gagnes ? Même pas autant qu'un jeune caporal de notre infanterie, je parie ? Avec nous, tu gagnerais autant qu'un colonel, je ne plaisante pas, nous avons besoin de vrais intellectuels ; tu en es un. Un intellectuel, c'est comme un colonel, et nous le payons à l'avenant. »³⁹*

La tentative de corruption ayant échoué, on procède à l'intimidation. Un mystérieux cadavre est placé chez le journaliste. Alors que l'enquête est en cours sur cette première affaire, la maison où Zamakwé s'est réfugié est détruite par une explosion. Le délégué à la sûreté nationale sait de quoi il parle lorsqu'il dit au directeur d'aujourd'hui la démocratie venu requérir la protection de son journaliste par la police :

« *Est-ce que votre journaliste devine pourquoi il est persécuté ? (...) Dans mon pays, on dit que, tant qu'à avoir mal au ventre, il vaut mieux savoir ce qu'on a mangé. A la place de votre journaliste, sachant ce qui me donne le mal de ventre, je cesserais d'en manger. »⁴⁰*

Et de lui conseiller, pince sans rire, pas moins que le changement de sa ligne éditoriale.

*

Escarpit nous mettait déjà en garde contre l'idée naïve d'une communication culturelle innocente en affirmant qu'« *on communique pour agir sur la relation, pour servir un projet de société plus ou moins conscient*⁴¹ ». En Afrique subsaharienne peut-être plus qu'ailleurs, informer n'a pas toujours consisté, pour ceux qui possèdent le savoir, de le transmettre à ceux qui sont censés ne pas le posséder sans quelque perversité. La conception empirique minimale de l'information, a priori bienveillante, est constamment supplantée par le faire des gouvernements africains et de leurs mentors occidentaux qui consiste à exercer, par médias interposés, « *une action violente et contraignante qui prive de liberté ceux qui y sont soumis*⁴² ». En réduisant les médias en de diaboliques outils de déformation systématique de la vérité des faits, ces pratiques antidémocratiques courantes hypothèquent la formation de citoyens conscients et critiques vis-à-vis des messages qui les entourent, donc d'une société civile responsable.

Heureusement, pour les écrivains qui ferment les yeux sur leurs travers, une lueur d'espoir est née de la prolifération récente, en Afrique francophone contrairement à l'Afrique anglophone où la tradition est assez bien établie, de médias libres résolument voués à l'édification de l'opinion publique. L'analyse qui précède a pu établir la continuité des méthodes sur l'étendue du continent, entre les régimes totalitaires post-coloniaux et ceux dits démocratiques. En fin de compte, alors qu'ils prétendaient se constituer en quatrième pouvoir, les médias apparaissent encore comme le maillon le plus faible de la construction d'une société africaine de libertés, à qui la confiance doit toujours être mesurée, quand elle peut leur être accordée.

³⁹ *Ibid.*, p. 115.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 64.

⁴¹ *Théorie générale de l'information et de la communication*, Paris, Hachette, 1976, p. 195.

⁴² Philippe Breton, *La parole manipulée*, op. cit., p. 30.

Bibliographie

Corpus

- Beti, Mongo, *L'Histoire du fou*, Paris, Julliard, 1994
 Beti, Mongo, *Trop de soleil tue l'amour*, Paris, Julliard, 1999
 Brink, André, *Une Saison blanche et sèche*, Paris, Stock, 1984
 Diop, Boubacar Boris, *Murambi. Le livre des ossements*, Paris, Stock, 2000
 Diop, Boris Boubacar, Tobner, Odile et Verschave, François-Xavier, *Negrophobie*, Paris, Arènes, 2005
 Kourouma, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Paris, Seuil, coll. Points, 1998
 Okri, Ben, *La Route de la faim*, Paris, Julliard, 1994
 Smith, Stephen, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt-elle*, Paris, Calman-Levy, 2003

Ouvrages généraux

- Bailley, Serge et Beaufort, Didier, *Médias résistance. Un écho pour les voix discordantes*, Paris, Karthala, 2000
 Bonnet, Véronique (sous la direction de), *Conflits de mémoire*, Paris, Karthala, 2004
 Braeckman, Colette, *Les nouveaux prédateurs politiques des puissances en Afrique centrale*, Paris, Fayard, 2003
 Berton, Philippe, *La Parole manipulée*, Paris, Editions la Découverte, 1997
 Charaudeau, Patrick, *Le Discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan, 1997
 Esearpit, Robert, *Théorie générale de l'information et de la communication*, Paris, Hachette, 1976
 Schudson, Michael, *Le pouvoir des médias. Journalisme et démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons, 1995
 Shulte, H. Henry et Dufresne, P. Marcel, *Pratique du journalisme*, Paris, Nouveaux Horizons, 1994
 Smith, Stephen, *Ces Messieurs Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 1992
 Smith, Stephen *L'Afrique sans les africains*, Paris, Stock, 1994
 Valantin, Christian, (sous la direction de), *La Francophonie dans le monde. 2004-2005*, Paris, Larousse, 2005

Résumé

En Afrique subsaharienne, les médias disposent d'un immense pouvoir sur une opinion majoritairement analphabète et en quête de formation civique et politique. Malheureusement, ce pouvoir qui aurait dû contribuer à l'animation du dialogue démocratique sur le continent a toujours été détourné par des acteurs politiques pervers qui ont peu à peu transformé les médias autant locaux qu'internationaux en redoutables instruments de manipulation massive. Ce fonctionnement contraire à l'éthique et à la déontologie de la profession de journalisme a généré des situations dramatiques qui ont culminé avec le génocide rwandais de 1994.